Déclaration liminaire de la CFDT Éducation
CDEN du 15 octobre 2026

Madame la Préfète,
Madame la présidente du conseil départemental,
Madame la directrice académique,
Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Interrogé sur nos résultats PISA toujours plus catastrophiques M. Edouard Geffray, notre ministre, s'est déclaré 'préoccupé mais pas surpris', nous imaginons qu'il ne peut qu'être dans les mêmes dispositions face au mouvement lycéen et étudiant dont certaines revendications sont avancées en vain par les personnels depuis des années.

Au niveau national, cela fait des années que les enseignants alertent sur l'entassement des réformes et des dispositifs sans aucune évaluation de leur efficacité, sur la nécessité de plus en plus pressante de rabaisser notre E/D pour se rapprocher de nos voisins européens, sur le manque croissant d'infirmières, de médecins et de personnels d'orientation ou encore sur l'absence d'AESH pour accompagner le nombre grandissant d'élèves souffrant de troubles de l'apprentissage.

Au niveau local, cela fait des années que des problèmes d'isolation des locaux sont soulevés, problèmes qui sont maintenant exacerbés par les canicules à répétition, des mois que les enseignants demandent la présence d'un technicien dans les établissements. Les réponses ne viennent pas ou alors au compte-gouttes. Nous sommes conscients que les grandes réformes, comme les rénovations complètes se déploient dans le temps long mais certains points peuvent être améliorés plus rapidement.

Deux exemples simples dans notre département, certes le nombre d'élèves en collège en 2026 est inférieur à 2025 mais très proche de celui de 2020 pourtant notre E/D ne baisse de manière notable que dans les établissements à faible effectif. La CFDT éducation ne cesse de répéter que la baisse démographique devrait être l'occasion de faire baisser le nombre d'élèves par classe plutôt que de supprimer des postes quand bien même ces suppressions seraient proportionnellement inférieures à la baisse des effectifs.

Le conseil départemental investit des sommes considérables pour le plan 100% tablettes dans l'objectif louable de réduire la fracture numérique, pourtant comme aucun personnel compétent dans le fonctionnement des tablettes n'est détaché dans les établissements, les élèves les plus fragiles sont souvent ceux qui n'utilisent pas la tablette par manque de support dans sa prise en main. Partant du même constat, nous demandions ici-même l'année dernière la présence physique d'un technicien du pôle numérique, ne

serait-ce que ponctuelle, pour accompagner les élèves, voire les familles, pour télécharger les manuels numériques par exemple. Requête modeste dont la mise en œuvre aurait pu permettre de se rapprocher de l'objectif affiché, mais force est de constater qu'un mois après la rentrée les élèves sans autre équipement numérique sont nombreux à ne pas avoir une tablette opérationnelle quand ils en ont une.
La CFDT éducation comprend que les crises sont multiples et parfois causées par des événements extérieurs à la volonté politique. Nous pensons sincèrement que des améliorations peuvent être apportées même avec des budgets contraints si les demandes des personnels ne sont pas systématiquement traitées comme des critiques.

Vous remerciant de votre attention.